

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

La Grande Invasion

Martin Frigon

Volume 53, numéro 4 (296), juin 2012

Nous ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66855ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Frigon, M. (2012). La Grande Invasion. *Liberté*, 53(4), 34–39.

LA GRANDE INVASION

Pendant la réalisation de mon dernier documentaire, *La Grande Invasion*, qui traite des impacts du surdéveloppement dans les Laurentides, un article de Bernard Émond paraît dans la revue *Relations*. Une phrase, entre autres, en dit long sur l'état des lieux et résume le sentiment général que plusieurs d'entre nous ressentent à l'égard de cette région : « La route 117 et l'autoroute 15 traversent une sorte de musée des horreurs de l'aménagement. Sur près de 300 kilomètres, de la sortie du parc de La Vérendrye jusqu'à l'autoroute Métropolitaine de Montréal, tout ce qui n'est pas la Nature est uniformément laid. »

Cet enlaidissement généralisé du territoire n'est pas l'apanage des Laurentides, il gagne aujourd'hui l'ensemble des municipalités du Québec. Mais, dans les Laurentides, le phénomène est sans équivoque, frôlant la caricature.

L'enlaidissement du monde, ce n'est pas une question strictement esthétique. L'enlaidissement du monde, à l'âge de la domination planétaire de la marchandise, c'est une attaque en règle contre ce qui constitue la fibre même de l'humanité : sa richesse culturelle. Ce phénomène bien contemporain de dévastation de la Terre concrétise le mot de Nietzsche, à savoir que « le désert croît ». Ce monde esthétiquement sinistré est le produit d'un système économique qui s'attaque au fondement même du vivre ensemble. Le capitalisme

outrancier nous révèle aujourd'hui son incapacité à aménager un lieu habitable pour l'homme. Le capitalisme produit l'inhabitable. Il s'attaque aujourd'hui à l'habitat et au tissu social des communautés. Il s'attaque au toit qu'on a sur la tête.

Pardonnez-moi la note dissidente, mais j'espère qu'ici, dans ce cas particulier, nous sommes arrivés à ce qui se termine.

Retour aux Laurentides

Le cas du « village Tremblant » n'est qu'une des premières manifestations d'un phénomène qui avance à la vitesse de la lumière. En 2002, Jean-Paul Lanouette, dans le *SorelTracy Magazine*¹, nous mettait en garde contre cette perle on ne peut plus synthétique accrochée par la main de l'homme au mont Tremblant, cet ancien *Village de Séraphin*, qu'on a repensé de A à Z et « revampé » de fond en comble, resservi en version hyper clinquante, complètement déquébécoisé et transformé, à grands frais, en un Disneyland nordique, genre d'Euro Disney canadien pour touristes pleins aux as.

Plus au sud, entre les Laurentides et Montréal, Mirabel est la proie d'un ensemble de mégaprojets qui viendront consolider l'emprise du tape-à-l'œil et du clinquant, l'avancée de la Grande Métropole jusqu'aux confins des Pays-d'en-Haut. Un vaste « country club » automobile devrait voir le jour sur une partie inutilisée du tarmac. Frais d'adhésion : 35 000 \$.

Un autre projet, « Rêveport », tarde toujours à se réaliser. On y planifie un immense complexe récréotouristique de 280 millions de dollars, qui prévoit la construction d'un aquarium géant et de cinémas à l'intérieur du principal terminal de l'aéroport de Mirabel. Une plage intérieure au climat tropical sera accessible toute l'année et des dômes géodésiques projetteront les visiteurs sur des planètes imaginaires et dans des mondes insolites. Ce n'est pas tout ! On y prévoit une galerie commerciale, des jeux d'arcade, une discothèque et karaoké aquatique, des restaurants gastronomiques, des bars, un musée, un hall d'exposition et un studio de télévision qui complèteraient les installations. Mais attention, ici aussi on voit grand ! On parle de « *retailtainment* », un néologisme typiquement américain qui accole les expressions « commerce de détail » et « divertissement ».

Cette vague déferlante, je la nomme GRANDE INVASION.

1. Texte en ligne au <http://www.soreltracy.com/liter/2002/aout/23ao.htm> (consulté le 23 mai 2012).

Cette industrie du divertissement fait bon ménage avec les grandes chaînes américaines qui s'étendent déjà à l'infini sur le territoire du Québec : McDonald's, Future Shop, Walmart, Costco, Golf Town, Allstate, Brick, Eggstyle, Empire Sports, Homesense, etc. Ces multinationales, c'est de notoriété publique, mettent en péril l'économie des petites communautés et s'attaquent à l'idée même de la place publique. La privatisation du territoire, c'est aussi la privatisation de la place publique : la réduction du monde à sa dimension marchande.

À chaque fois que je monte vers le nord par la 15, j'assiste au spectacle désolant des grandes chaînes qui me vomissent, moi l'indigène, et qui s'étendent à perte de vue tel un corridor de panneaux publicitaires. Je pense à ces mots de Miron qui résonnent encore aujourd'hui avec autant d'actualité : «... tandis que tu t'avances titubant de plus en plus dans la plus gigantesque saoulerie d'irréel ô mon schizophrène dans le plus fantomatique des mondes et tu n'es plus qu'une fonction digestive à l'échelle de ta vie».

L'envers de la performance économique

L'économie des Laurentides est la plus performante du Québec grâce à son industrie récréotouristique florissante. L'envers de toute cette richesse qui se manifeste par un boum immobilier sans précédent, c'est souvent la dépossession des populations locales. Allons-nous sacrifier les populations locales sur l'autel de l'industrie récréotouristique ? C'est ce que m'a demandé, inquiet et en colère, André Blanchet, originaire de Montpellier, à quelques kilomètres au sud de Tremblant : «Allons-nous devenir les amuseurs publics du jet set international dans notre belle région ?»

Le tourisme est devenu la première industrie mondiale.

Le tourisme est pratiqué par à peine 5 % des habitants de la planète.

Une faible proportion de personnes dans le monde possède les moyens... d'être touriste.

Comme l'automobiliste (80 % de la population mondiale n'utilise pas encore de voiture), le touriste est un marginal destructeur.

C'est le luxe d'une minorité qui a des impacts sur la majorité.

Les Laurentides ont connu une telle popularité auprès des baby-boumeurs et des touristes que l'immobilier a été frappé d'une surenchère sans précédent. Le prix des maisons et des appartements est tel que les jeunes doivent aujourd'hui quitter leur région natale pour

trouver ailleurs des prix plus abordables. La municipalité de Saint-Sauveur est aux prises avec l'indice de vieillissement de la population le plus élevé au Québec. Pourquoi? Parce que sa jeunesse est incapable de se loger dans un marché immobilier livré à la surenchère. Et bientôt, ceux qui sont propriétaires ne pourront même plus payer un compte de taxes foncières devenu le reflet d'une spéculation outrancière. Car au Québec, contrairement à la Nouvelle-Écosse et à certains pays scandinaves, la taxe foncière est le reflet des ventes spéculatives dans votre voisinage. Et cette vague ne dispense évidemment pas les locataires, à qui on refile la facture.

Après les Inuits, les Laurentiens détiennent le plus haut taux de décrochage au Québec. Raison : au « royaume de la jobine », les jeunes préfèrent se placer rapidement sur le marché du travail. L'industrie récréotouristique amène son lot d'emplois à petits salaires qui incitent les jeunes à quitter plus rapidement l'école.

Allons-nous redevenir les porteurs d'eau d'antan? C'est bien vers cela que nous conduisent nos gouvernements inféodés à un pouvoir économique qui a démissionné du monde. L'élite de l'économie mondiale ne s'implique plus dans la cité et les villes qui pourtant les hébergent. Le néolibéralisme, c'est un système de pouvoir sans responsabilités. Exigez d'une multinationale qu'elle s'engage et aussitôt elle menace de s'expatrier. Le développement rationnel des villes et l'émancipation des communautés ne sont plus au programme.

La dérive américaine devrait pourtant suffire à nous mettre en garde : aux États-Unis, les types d'emplois pour lesquels on recrutera le plus d'ici 2018 sont dans l'ordre : caissier, vendeur, serveur, préparateur alimentaire... Aucun de ces emplois ne nécessite un diplôme universitaire. Aujourd'hui donc, le système d'éducation américain ne peut même plus freiner la croissance du fossé socioéconomique qui divise la population. Pour lutter contre cette dérive, il faut aller aux racines mêmes du problème : le rétrécissement programmé du marché du travail.

Le développement urbain à l'américaine, dominé par les grandes multinationales, c'est exactement ça : le laminage des modes de vie, la dissolution du monde.

Cette mouvance, qui prend des allures de Tchernobyl culturel, emporte tout ce qui donne un caractère distinctif au territoire, elle s'attaque à la diversité. Les villes tendent de plus en plus à se ressembler où que vous posiez les pieds en Amérique. Des projets sans liens avec leur environnement, pensés ailleurs dans le monde, viennent se

greffer au territoire et bientôt déclasser les anciens développements. Une architecture passe-partout qui ne tient plus compte du site des habitants, qui ne s'intéresse plus qu'à la rentabilité. À côté de ces parcs immobiliers qui s'avancent et qui font table rase...

nous assistons à la standardisation de la consommation publique : un réseau mondial de magasins vendant les mêmes biens dans les mêmes genres d'espaces que ce soit à Manille, à Mexico ou à Londres. Il est difficile de s'attacher à une boutique spécifique de la chaîne Gap ou Banana Republic; la standardisation produit l'indifférence [...] Les acquis d'une histoire partagée ou d'une mémoire collective s'effacent devant la neutralité de ces espaces publics. La consommation standardisée attaque les références locales²...

Des économistes canadiens prédisent que 70 % des magasins au Canada seront la propriété d'entreprises américaines en 2015, comparativement à 50 % aujourd'hui. Et, comme si ce n'était pas assez, ces développements sont subventionnés par nous, citoyens. C'est la même réalité pour Tremblant, subventionné à coups de centaines de millions de dollars pour aider les millionnaires à s'acheter des maisons qui donnent ensuite le pas aux valeurs immobilières et foutent les gens à la porte. Sommes-nous les artisans de notre propre dépossession ?

L'urbaniste Pierre Thibault estime qu'au cours des six dernières années la superficie totale de tous ces « *power centers* » construits en Amérique du Nord représente l'équivalent de la Belgique pavée mur à mur ! Il n'y a plus d'autre réalité que le décor ! Il n'y a plus de monde, mais une reproduction à l'infini des mêmes modèles de maisons, bâtiments, etc., qui transforme la Terre en un immense lotissement. Ce développement sauvage emporte dans son sillage des pans entiers de notre culture et de notre mémoire. En faisant primer les intérêts du privé sur ceux de la collectivité, ce courant de l'urbanisme fait du promoteur l'architecte de notre développement.

Les promoteurs qui nous ont confisqué le développement des cités rappellent combien « l'architecture et l'urbanisme ne sont pas des activités économiques comme les autres, mais des pratiques éminemment politiques. Elles participent au cadre de vie des citoyens, tout comme elles expriment un moment culturel de la

2. Richard Sennett, « La civilisation urbaine remodelée par la flexibilité », dans *Le Monde diplomatique*, Dossier spécial : « L'urbanisation du monde », *Manière de voir* no 114, décembre 2010-janvier 2011.

civilisation dans laquelle elles se manifestent. Dans la plupart des pays du monde, ces activités sont aujourd'hui confisquées par une poignée de "décideurs" et de "professionnels" qui bénéficient d'une étrange et choquante impunité³.» Le scandale de la corruption au Québec, c'est la manifestation par excellence de ce maldéveloppement érigé en système.

Au Québec, les élus municipaux sont tenus en otage par une prison fiscale : le financement des municipalités au Québec passe essentiellement par le foncier. Dans cette perspective, beaucoup d'élus municipaux cherchent à accroître leurs revenus en attirant le plus grand nombre possible de « *power centers* » et de contribuables fortunés. La venue de ces contribuables fortunés a comme conséquence de transférer le fardeau fiscal aux gens de la place, d'origine plus modeste. L'impôt foncier est devenu l'instrument local d'un système économique injuste et régressif. L'impôt foncier est la forme d'imposition la plus régressive qui existe, une forme d'imposition désuète qui annule une partie importante des bénéfices réalisés par l'impôt sur le revenu. L'impôt foncier transfère la richesse des pauvres vers les riches, annulant ainsi en partie l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu, pierre d'assise de la social-démocratie.

Ce visage régressif de l'impôt est en tous points conforme au mot d'ordre néolibéral : « Il faut prendre l'argent dans les poches des pauvres. Ils n'en possèdent pas beaucoup, mais ils sont nombreux. »

3. Thierry Paquot, *ibid.*